

Thomas Guénolé : “Il est parfaitement incohérent que Manuel Valls, en tant que Premier ministre, ait voulu devenir porte-étendard du slogan “Je suis Charlie”, tout en signant des contrats avec le régime saoudien.”



A l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage, Thomas Guénolé nous explique notamment pourquoi il est faux et dangereux de dire que l'islam ne serait pas compatible avec la République.

Avec Thomas
Guénolé

Atlantico : Dans votre dernier ouvrage, [Islamo-psychose](#), vous dénoncez une certaine paranoïa française sur la question de l'islam. Selon vous, comment faut-il aborder la question du prosélytisme d'un certain courant politique de l'islam ? Considérez-vous seulement que ce courant existe bel et bien ? Quels mots utiliser pour ne pas attiser les crispations communautaires tout en condamnant certaines dérives ?

Thomas Guénolé : Constaté des problèmes minoritaires, voire marginaux chez une partie des Français de confession musulmane, c'est une chose. Diaboliser les Français de confession musulmane dans leur ensemble en ne parlant que de ces problèmes minoritaires, c'en est une autre. **On ne parle jamais du fait qu'environ 80% des Français de confession musulmane sont pour la laïcité et pour l'égalité hommes-femmes.** Cela signifie pourtant que puisque l'islam français n'existe qu'au travers des Français qui vivent cette foi sur notre territoire, **il est faux de prétendre que l'islam serait incompatible avec la République.** On ne parle jamais du fait que les trois quarts sont d'ores et déjà soit totalement assimilés, soit totalement intégrés. Cela signifie pourtant qu'il est faux de prétendre que "les musulmans", vus comme un bloc monolithique, ne veulent pas et ne peuvent pas s'intégrer. On ne parle jamais du fait que seulement 2% sont membres d'une association religieuse. C'est pourtant un indice très clair du caractère résiduel de l'envie d'un entre-soi confessionnel.

Ce regard sélectif, cet effet de loupe, ce parti pris de diabolisation en bloc, nourrissent dans la société française ce que j'appelle **l'islamopsychose : une perception délirante, c'est-à-dire déconnectée de la réalité, de ce que sont l'islam français et les Français de confession musulmane.** Il faut regarder bien en face la gravité du problème. Les Français croient en moyenne qu'un tiers de la population du pays est musulman : fantasme de raz-de-marée, c'est le quintuple de la réalité. Environ un tiers des Français croient que la majorité de leurs compatriotes musulmans ne sont pas intégrés – ce qui est faux – et que c'est de leur propre faute. Un Français sur cinq croit que la France est en guerre contre l'islam en général – contre l'islam, pas contre le jihadisme. Plus d'un Français sur deux déclare qu'il réagirait mal si son enfant épousait une personne de confession musulmane. Et plus d'un Français de confession musulmane sur dix déclare qu'il a déjà été agressé physiquement du fait de sa religion.

Autrement dit, **nous avons atteint un stade extrême de diabolisation des Français de confession musulmane.** Une des thèses de mon livre, c'est que **cela crée un danger bien réel de basculement dans des formes nouvelles de persécution.** Je pense en

particulier à la persécution socioéconomique, qui a déjà commencé en matière de discriminations à l'embauche et qui est colossale : alors que leur niveau de diplômes est très proche de la moyenne, les Français de confession musulmane sont touchés à 30% par le chômage, contre 12% pour la population totale.

La diabolisation des Français de confession musulmane repose aussi sur certains raisonnements devenus banals mais qui sont profondément faux. Il y a, par exemple, la "*reductio ad islamum*". Cela consiste à affirmer que l'islam est la cause de tel problème, sans preuve, voire malgré les preuves du contraire. Gilles Kepel soutient ainsi qu'en 2005, les émeutes de banlieue auraient eu deux déclencheurs : un déclencheur mineur, la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré ; puis un déclencheur majeur, le tir d'une grenade par la police atteignant la mosquée de Clichy-sous-bois. Il en conclut que ces émeutes auraient eu pour déclencheur principal l'islam. Or, **un rapport des RG explique dès 2005 qu'elles n'avaient pour moteur ni l'origine ethnique, ni l'origine géographique, ni l'origine religieuse des émeutiers**. De plus, avant 2005, la France a connu répétitivement des révoltes de jeunes de banlieue, notamment aux Minguettes dans les années 1980 ; et après 2005, elle en a encore connues, dernièrement après la mort d'Adama Traoré ; **à chaque fois, le déclencheur était un incident grave entre des jeunes et des policiers, et non pas l'islam**. *A contrario*, alors que les actes de vandalisme contre des mosquées augmentent depuis 2015, cela n'a pas provoqué d'émeutes de jeunes de banlieue, y compris après la récente tentative d'incendie contre la mosquée de Clichy-Montfermeil. CQFD : cette "*reductio ad islamum*" de Gilles Kepel ne tient pas.

On peut aussi citer, là encore chez Gilles Kepel, la thèse selon laquelle il existerait un *continuum* dans l'islam : du musulman sorti de la religion au musulman modéré, du musulman modéré au musulman radical, et du musulman radical au jihadiste. Cette grille de lecture est fautive. L'islam n'est pas un monochrome de Malevitch : c'est un tableau impressionniste. Il comporte une grande diversité d'écoles juridiques, qui n'aboutissent pas du tout aux mêmes choses si l'on s'y radicalise. Prenons par exemple l'islam sunnite malékite, très présent au Maroc, et l'islam sunnite wahhabite, très présent en Arabie saoudite. Eh bien, un musulman radicalement malékite sera très progressiste alors qu'au contraire, un musulman radicalement wahhabite sera intégriste, sectaire, obscurantiste. Problème : **cette grille de lecture erronée d'un islam monochrome, très répandue, implique que plus on est musulman, plus on est terroriste**. Elle constitue donc objectivement une diabolisation extrême des gens qui partagent cette foi.

Il y a dans notre société tout un courant d'opinion qui profite du contexte de terrorisme jihadiste pour déverser sa haine sur la minorité musulmane. Ce sont des gens comme Éric Zemmour, Alain Finkielkraut, Marine Le Pen, et beaucoup d'autres. Il ne faut pas sous-estimer la gravité de la situation. J'explique, par exemple dans mon livre, citations à l'appui, que le magazine *Valeurs Actuelles* déploie envers la minorité musulmane la même argumentation haineuse que celle du journal

antisémite *L'Intransigeant* envers la minorité juive à la fin du XIX^{ème} siècle, au temps de l'Affaire Dreyfus. A tous ceux-là, il faut opposer le refus de leur communautarisme : c'est-à-dire le refus catégorique de diaboliser en bloc une partie de la population française, de l'essentialiser, de l'assigner à résidence confessionnelle. Sur ce point, **il est d'ailleurs grand temps que la France qui défend les valeurs républicaines cesse de baisser les yeux et de raser les murs face à l'autre France : celle qui a un problème obsessionnel de haine envers les minorités**.

Quant au problème de l'adhésion d'une minorité de Français de confession musulmane à un islam réfractaire envers les valeurs républicaines, il nécessite une politique à la fois d'inclusion, d'intransigeance et d'éducation. Inclusion : puisque moins les personnes de confession musulmane sont précaires et au chômage, moins elles adhèrent à un islam réfractaire, le levier le plus efficace pour faire baisser ce courant, c'est d'atteindre le plein-emploi et l'inclusion socioéconomique de tous. Intransigeance : conformément au principe de laïcité – qui est la neutralité spirituelle de l'Etat et de ses administrations et non pas un principe d'hostilité au fait religieux musulman dans l'espace public –, toute personne qui réclame à l'administration ou à un service public un traitement différent au nom de sa religion doit recevoir une réponse négative. Education : comme le préconisait déjà Régis Debray, il y a des années, il est grand temps d'enseigner à l'école les grands principes des grandes religions et des grandes philosophies qui sont présentes en France.

Vous évoquez certaines réactions sur les réseaux sociaux de musulmans après les attentats, qui ont pu exprimer un rejet de la violence, et manifester un soutien envers la République. Toutefois, cela est-il vraiment représentatif de la populations musulmane ? A l'inverse, les témoignages d'enseignants, qui déclarent être confrontés à un rejet de la France, voire une légitimation des attentats qui ont frappé la France ne manquent pas... Quelle lecture en faites-vous ?

Je trouve qu'il y a une incohérence dans votre question. D'un côté, vous mettez en doute que les manifestations de soutien à la République exprimées par des Français de confession musulmane après chaque attentat sur les réseaux sociaux, soient vraiment représentatives. Mais de l'autre côté, vous semblez tenir pour évident que les témoignages d'enseignants confrontés à un rejet de la France soient, eux, représentatifs. C'est totalement contradictoire : pourquoi choisir arbitrairement qu'un phénomène est significatif et pas l'autre ?

Concernant le premier point, je me contente de constater qu'après chaque attentat, il y a sur les réseaux sociaux une avalanche de messages de Français de confession musulmane tenant des propos de type "Pas en mon nom", "Pas mon islam", "Vive la République", et ainsi de suite. Pourtant, cette avalanche systématique de soutien très clair à la République n'est jamais mentionnée dans les médias *mainstream* : pourquoi ? Et symétriquement, il se trouve invariablement des personnes pour aller sur les plateaux audiovisuels déplorer que "la communauté musulmane ne se désolidarise pas des attentats", alors que donc, c'est parfaitement faux. J'y vois un signe très clair d'islamopsychose : une représentation collective des Français de confession musulmane qui est déconnectée de la réalité.

Concernant le second point, se contenter de compiler des cas qui posent problème sans chercher à évaluer à quel point c'est répandu dans la population, ce n'est pas une approche sérieuse. C'est procéder comme le livre *Une France orange mécanique*, qui prétend déduire d'un inventaire de faits divers atroces une théorie générale de l'ensauvagement de la France. En toute rigueur, il ne faut pas mettre sur le même plan les phénomènes minoritaires, voire marginaux, et les phénomènes largement majoritaires. **Oui, il existe parmi les Français de confession musulmane des gens qui adhèrent à un islam réfractaire envers les valeurs républicaines : mais ils sont largement minoritaires. Oui, il existe parmi les Français de confession musulmane des volontaires pour devenir jihadistes : mais rapportés à l'ensemble de la population de confession musulmane, le taux est proche de zéro**.

N'en déplaise à ceux qui ont versé dans l'islamopsychose, le phénomène massif observable, très largement majoritaire, c'est celui-ci :

les trois quarts des Français de confession musulmane sont déjà soit totalement assimilés, soit totalement intégrés. Refuser de le voir, ou ne voir que les profils minoritaires, voire marginaux, c'est avoir un parti pris de diabolisation.

Ghaleb Bencheikh, Farhad Khosrokhavar, etc. Un certain nombre de musulmans en France dénoncent pourtant les dangers pour la société française de cet islam politique, et de la nécessité de refonder un islam respectueux des valeurs françaises. Ces derniers seraient-ils également les relais de cette paranoïa française ? Que souhaitez-vous leur dire ?

Plutôt que des interpellations *ad hominem*, je m'en tiendrai à l'expression d'idées et de faits. Je rappelle tout d'abord que plus de 96% des mosquées et salles de prière de l'islam français ne sont pas des foyers de prêche intégriste. Je rappelle ensuite qu'un peu moins de la moitié des Français de confession musulmane sont d'ores et déjà sécularisés, assimilés : ils ont sensiblement les mêmes valeurs et les mêmes mœurs que la moyenne, et la religion tient dans leur vie quotidienne un rôle mineur. S'ajoutent à eux encore un quart des Français de confession musulmane, qui, eux, sont totalement intégrés : leur foi a un rôle important dans leur vie quotidienne, mais ils respectent parfaitement les valeurs et les lois de la République. Autrement dit, **quand on parle d'un islam réfractaire envers les valeurs républicaines, on ne parle que d'une minorité parmi les Français de confession musulmane, et d'une infime minorité parmi les mosquées françaises.**

Quant à ce qu'il convient de faire vis-à-vis de cet islam réfractaire, j'en reviens à ce que je vous disais tout à l'heure **inclusion, intransigeance, éducation**. Inclusion : puisque moins les personnes de confession musulmane sont précaires et au chômage, moins elles adhèrent à un islam réfractaire, le levier le plus efficace pour faire baisser ce courant, c'est d'atteindre le plein-emploi et l'inclusion socioéconomique de tous. Intransigeance : conformément au principe de laïcité – qui est la neutralité spirituelle de l'Etat et de ses administrations et non pas un principe d'hostilité au fait religieux musulman dans l'espace public –, toute personne qui réclame à l'administration ou à un service public un traitement différent au nom de sa religion doit recevoir une réponse négative. Education : comme le préconisait déjà Régis Debray il y a des années, il est grand temps d'enseigner à l'école les grands principes des grandes religions et des grandes philosophies présentes en France.

Par ailleurs, le 17 janvier dernier, la justice a débouté deux associations anti-racistes qui avaient attaqué Pascal Bruckner pour diffamation suite à des propos faisant le lien entre lutte contre les discriminations et terrorisme. Entre les deux, qu'est-ce qui est, pour vous, le plus grand danger pour la cohésion nationale ?

Le concept scientifique d'islamophobie désigne le mélange de peur et d'hostilité ressenti envers les gens de confession musulmane. Et surtout, il est utilisé depuis des années par des chercheurs en sciences humaines, dans de nombreux pays du monde, dans des milliers d'articles de recherche ou de livres. Pourtant, Pascal Bruckner a affirmé que le concept d'islamophobie serait en réalité une invention d'islamistes, pour pouvoir discréditer toute personne qui critique l'islam intégriste en l'accusant de racisme. À partir du moment où quelqu'un exprime pareille énormité, j'ai du mal à prendre ses analyses au sérieux.

Dans votre livre, vous dénoncez également l'indignation sélective française qui, trop souvent, oublie les financements de Daesh par l'Arabie saoudite ou le Qatar. Pour vous, quelles relations devrions-nous entretenir avec ces pays ?

J'explique dans mon livre, preuves à l'appui, que des monarchies du Golfe se sont engagées depuis des années dans une politique globale de financement de mosquées intégristes, de formation de prêcheurs destinés à répandre le wahhabisme obscurantiste, et de financement du terrorisme islamiste – qu'il soit jihadiste ou autre. Ceci, sans compter l'impact délétère des prêches intégristes sur les chaînes satellitaires que financent ces pays. C'est particulièrement vrai de l'Arabie saoudite. D'ailleurs, il est parfaitement incohérent que Manuel Valls, en tant que Premier ministre, ait voulu devenir porte-étendard du slogan "Je suis Charlie", tout en signant des contrats avec le régime saoudien.

Lorsqu'il n'y a pas si longtemps, l'Union soviétique essayait de propager par tous les moyens son modèle totalitaire, y compris en finançant en Europe diverses organisations politiques voire terroristes, il allait de soi que la France soit en Guerre froide avec elle. Similairement, **il serait logique et nécessaire que la France entre en guerre froide avec l'Arabie saoudite du fait de la politique de propagation de l'islam intégriste déployée par cette puissance agressive, hostile et totalitaire.** Concrètement, cela supposerait d'entrer envers le régime saoudien dans une compétition pacifique à la fois idéologique, diplomatique, économique, culturelle, et médiatique. Cela impliquerait, par exemple, que la diplomatie française condamne systématiquement les atteintes aux droits de l'Homme perpétrées par l'Arabie saoudite, notamment les châtiments par le fouet, la bastonnade ou la décapitation au sabre ; que les avoirs de ce régime et de ses dignitaires en France soient confisqués ; et que les événements internationaux organisés par ce pays soient systématiquement boycottés par Paris. Le même raisonnement vaut pour le Qatar.